



Novembre 2012 - N° 106

Conjoncture économique en Loir-et-Cher

Résultats de l'enquête menée entre le 20 novembre et le 4 décembre 2012

Analyse réalisée sur la base de 185 réponses exploitables

La Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Loir-et-Cher et l'Observatoire, en partenariat avec le Conseil général, ont décidé de reconduire en 2012 l'enquête rapide de conjoncture mise en œuvre depuis 2009. Après quelques mois de répit, la crise a en effet rebondi ; l'activité donne des signes inquiétants de ralentissement. Cette enquête a pour objet de pallier l'insuffisance des informations disponibles au niveau local sur l'impact de ces perturbations. Pour cette 10^{ème} édition, 208 responsables de l'industrie, de la construction, des services et du commerce de gros se sont connectés au site Internet dédié à cette enquête entre le 20 novembre et le 4 décembre 2012.

185 réponses ont pu être exploitées. Deux relances ont été effectuées à quelques jours d'intervalle, permettant d'atteindre un **taux de retour** supérieur à **10 %**. Les entreprises correspondantes emploient plus de **2 600 salariés**.

La **dégradation de la conjoncture est très nette** tout au long de cette année 2012. Un nouveau palier a été franchi depuis la rentrée, semble-t-il. En effet, la proportion des entreprises ayant subi une **baisse de chiffres d'affaires** ne cesse de croître (7 sur 10 en novembre) ; à cet égard, on peut souligner que les prévisions pessimistes du mois de juin se sont malheureusement concrétisées en grande partie. Elles contredisent d'ailleurs l'évolution positive annoncée par l'INSEE au plan national.

Des **divergences** subsistent **entre secteurs**, même si elles sont moins marquées qu'en juin. Plusieurs indicateurs montrent que le **commerce de gros est particulièrement atteint**, confirmant les résultats antérieurs. Sans doute sa grande dépendance vis-à-vis des autres secteurs génère-t-elle un manque encore plus accentué de visibilité.

La dégradation de l'activité se perçoit également au travers de la **part qui va s'amenuisant des établissements réussissant à accroître leur chiffre d'affaires**. De même, on constate une **extension des difficultés financières**, en particulier dans le commerce et les services.

Dans une période de trésorerie tendue, comme celle que nous traversons, l'**allongement des délais de règlement des factures par les clients** n'est pas anodin. Les défauts de paiement sont en effet l'un des facteurs majeurs de

risque pour les entreprises (effet de dominos).

L'investissement est malmené ; au fil des enquêtes, la part des responsables reportant leur décision n'a cessé de croître depuis février 2011. Les **politiques de recherche et d'innovation** donnent lieu à des positionnements plus disparates, dans le temps mais aussi entre établissements. Certains vont jusqu'à les stopper complètement ; d'autres au contraire les renforcent.

Le **maintien en l'état des effectifs permanents** demeure la norme ; néanmoins, les rangs des **entreprises contraintes à supprimer des postes** se renforcent. Cela **ne se traduit pas par un accroissement du recours au chômage partiel**, ainsi que le confirment les données de la Direccte. Dans les établissements qui ont des salariés non permanents, ceux-ci ont été conservés en très large majorité au cours des semaines écoulées mais les perspectives sont négatives en la matière..

Les **prévisions** sont à l'image de ce que vivent les entreprises avec des **carnets de commande qui se vident**. 2 dirigeants sur 3 les jugent inquiétants, proportion inégale depuis la 1^{ère} enquête (mars 2009). L'anticipation est particulièrement négative dans le commerce de gros et les services, ces derniers envisageant plus fréquemment des suppressions de postes permanents. **Le pessimisme a gagné du terrain supplémentaire depuis juin**.

**Activité : visibilité
quasi nulle à
6 mois**

S O M M A I R E

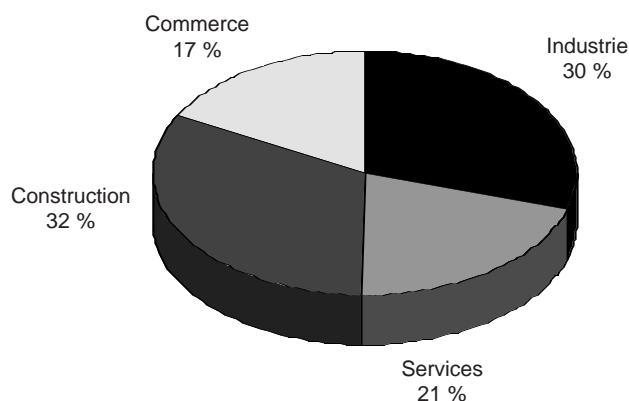
<p>165 réponses exploitables2</p> <p>Répartition par activité2</p> <p>Répartition par taille2</p> <p>Les évolutions récentes3</p> <p>L'activité en recul dans près de 7 entreprises sur 103</p> <p>L'industrie perd moins de marché ou de clients que les autres secteurs3</p> <p>Les difficultés financières s'étendent4</p> <p>Les relations avec les banques demeurent le plus souvent normales4</p> <p>Les délais de règlement des clients s'allongent5</p> <p>Des exportations stables6</p> <p>L'investissement remis à plus tard6</p>	<p>Les entreprises contraintes à réduire leurs effectifs permanents sont un peu plus nombreuses7</p> <p>Les postes non permanents ont été plutôt conservés7</p> <p>Toujours très peu de recours au chômage partiel8</p> <p>Des attitudes divergentes vis-à-vis de l'innovation8</p> <p>Les prévisions pour les prochains mois9</p> <p>Le niveau des commandes en portefeuille inquiète de plus en plus9</p> <p>Des compressions d'effectifs permanents à prévoir dans les services10</p> <p>Des postes non permanents vont disparaître dans l'industrie et les services10</p> <p>Un pessimisme grandissant11</p> <p>Des soldes d'opinion très négatifs12</p>
---	---

185 réponses exploitables

Répartition par activité

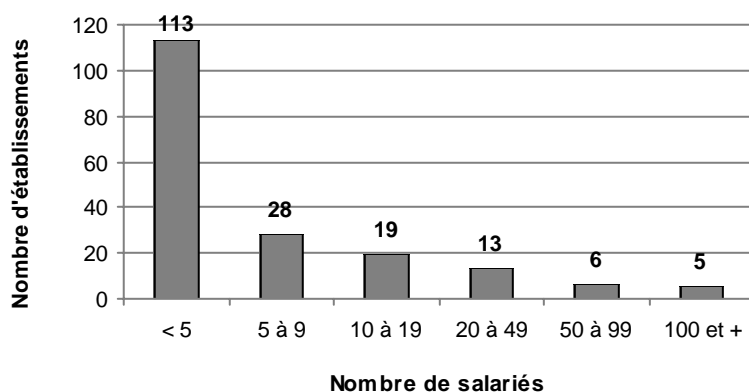
Le poids de chacune des activités (par grand secteur) reflète le choix initial qui a été opéré. Une large part a été donnée à l'industrie, secteur où un grand nombre d'emplois est en jeu et à la construction, qui tient une place importante dans le milieu rural.

Répartition des réponses exploitables
par grand secteur d'activité



Répartition par taille

Répartition des réponses exploitables selon la taille des établissements



184 entreprises

Les évolutions récentes

Peu à peu, **l'activité faiblit**. Près de **7 entreprises sur 10 ont vu leur chiffre d'affaires diminuer** au cours de la période récente (1 sur 2 en juin). La proportion de celles pour lesquelles la **baisse est très prononcée** est cependant identique à celle de juin (1 sur 10).

Les **écarts entre secteurs**, qui s'étaient creusés précédemment, paraissent **moindres** en novembre. On constate toutefois une plus forte proportion de baisse dans le commerce de gros et les services.

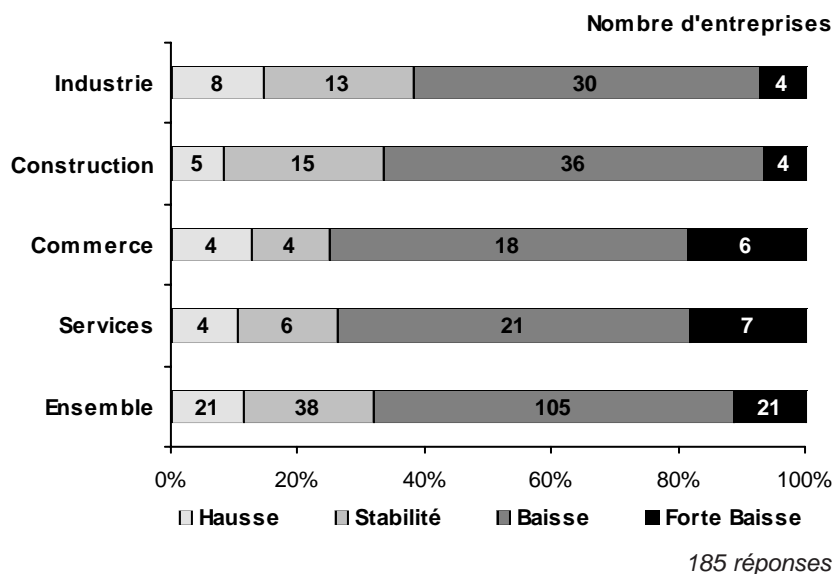
L'évolution est d'autant plus inquiétante que **la part des entreprises dont l'activité s'est accrue est moindre** qu'auparavant (1 sur 10). Elle est un peu plus élevée dans l'industrie que dans les autres secteurs.

Globalement, **plus de 4 entreprises sur 10 ont perdu des clients ou des marchés**. Dans trois secteurs, cette proportion atteint ou dépasse la moitié, mais **l'industrie s'en tire un peu mieux** avec 3 établissements sur 10.

A contrario, un peu plus d'**1 entreprise sur 10 en moyenne a conquis des parts de marché** (comme en juin) ; là encore, l'industrie se distingue (2 sur 10), mais aussi, dans une moindre mesure, les services.

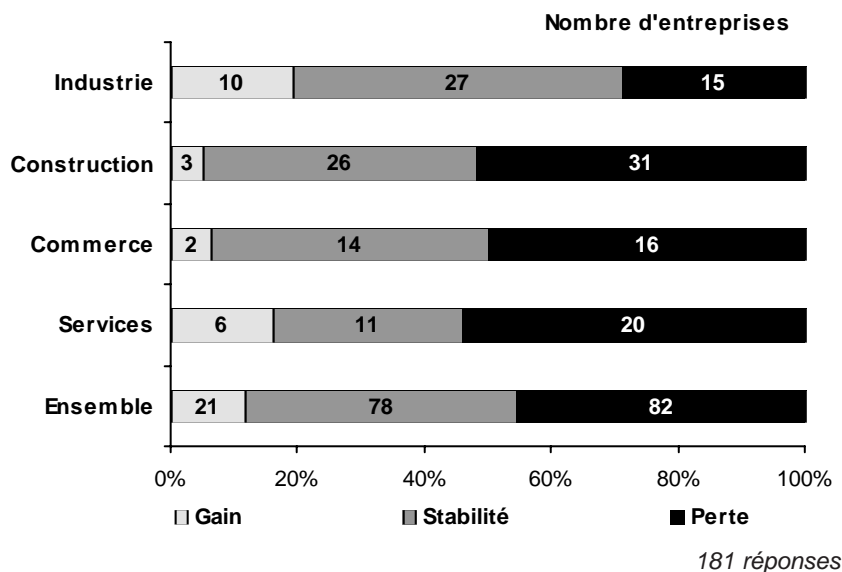
L'activité en recul dans près de 7 entreprises sur 10

Evolution des chiffres d'affaires au cours des 3 derniers mois



L'industrie perd moins de marchés ou de clients que les autres secteurs

Clients / marché : évolution récente

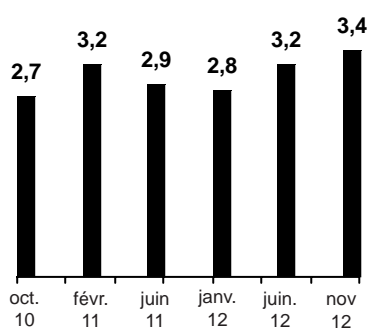


Les difficultés financières s'étendent

Une entreprise sur 3 est confrontée à de sérieuses difficultés financières. Cette proportion ne cesse de croître depuis début 2012. Comme en juin, on constate des écarts importants entre secteurs : **le commerce et les services** (plus de 4 sur 10) sont **davantage atteints** que la construction et l'industrie (1 sur 4 seulement dans cette dernière).

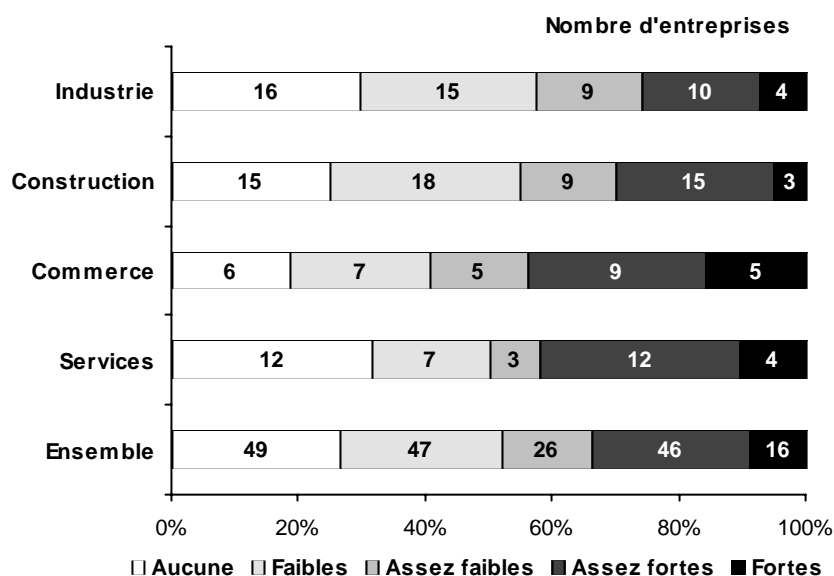
En revanche, la proportion de responsables indiquant **ne pas connaître de problème** particulier est **stable** par rapport au mois de juin (1 sur 2) ; elle est **plus faible dans le commerce de gros** que dans les autres secteurs.

Evolution de la part des entreprises éprouvant des difficultés financières fortes ou assez fortes (en pour 10)



Les enquêtes précédentes avaient montré des relations en voie de dégradation entre les entreprises et leurs banques. Cette évolution ne semble pas s'être poursuivie aux yeux des responsables ayant apporté leur témoignage. Tous secteurs confondus, **moins de 2 responsables sur 10 considèrent qu'elles se sont détériorées**, près de 8 sur 10 qu'elles sont inchangées. La situation semble normalisée dans les services ; en revanche, le **jugement est toujours plus négatif dans le commerce de gros** (1 sur 4).

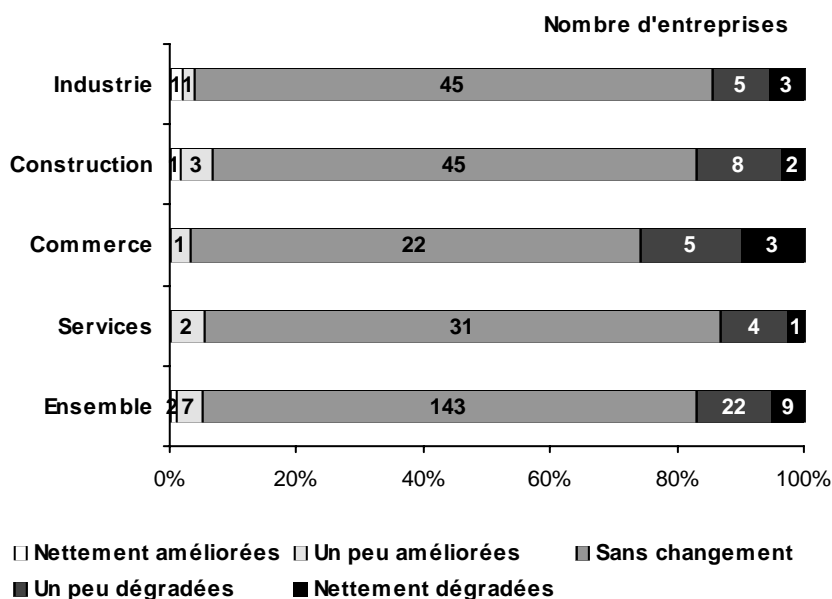
Difficultés financières : existence et intensité



184 réponses

Les relations avec les banques demeurent le plus souvent normales

Evolution récente des relations avec les banques



183 réponses

Les délais de règlement des clients s'allongent

Délais de règlement...

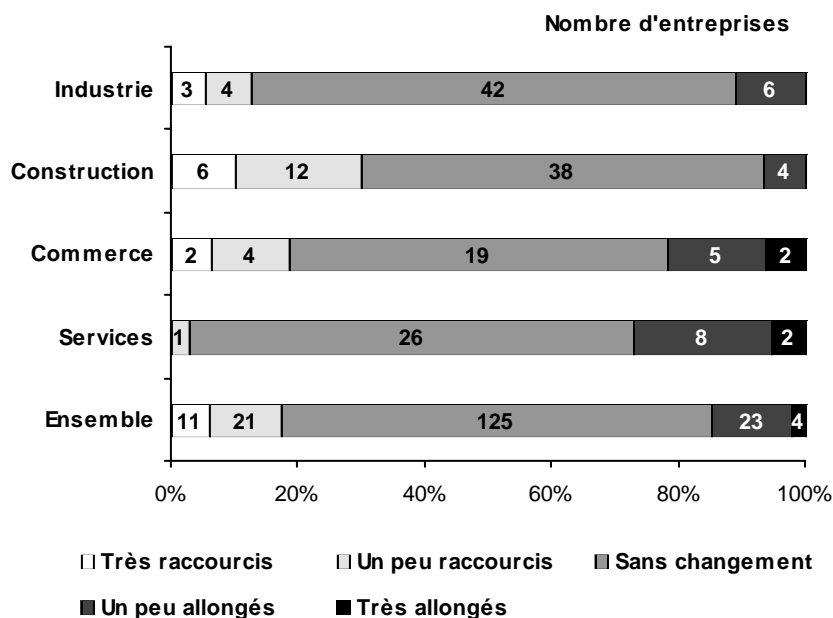
...aux fournisseurs

L'analyse de l'évolution du **déla****i de règlement de leurs fournisseurs par les entreprises** est toujours un exercice difficile, tant les **situations** apparaissent **contrastées**.

Globalement, il y a quasiment **autant de cas d'allongement que de raccourcissement**. Mais les secteurs enregistrent des mouvements de sens contraire, phénomène déjà pointé en juin.

Le raccourcissement concerne 3 entreprises sur 10 dans la construction, mais presque aucune dans les services. La position inverse se retrouve évidemment pour l'allongement, à quelques nuances près.

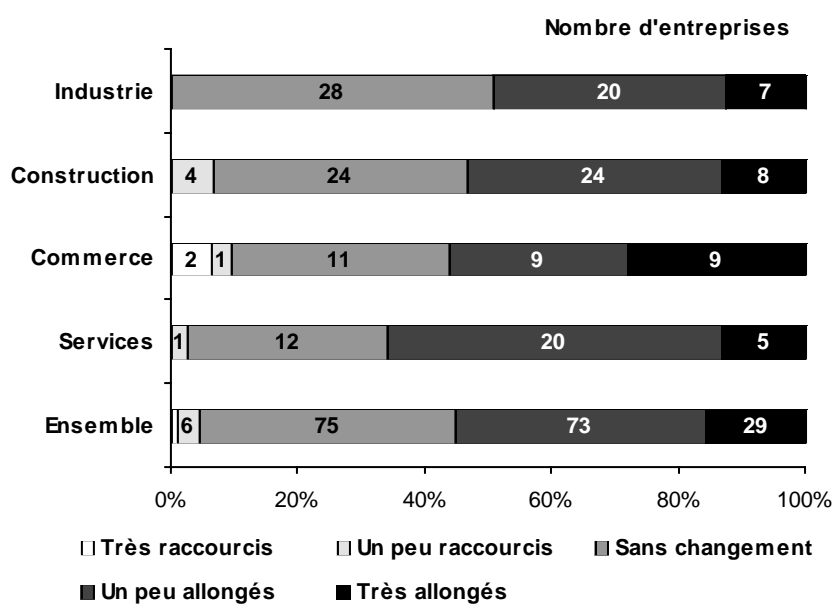
Il convient de souligner que **pour 7 dirigeants sur 10, aucun mouvement significatif n'est constaté**.



184 réponses

...des clients

Les **délais de règlement des clients s'allongent** globalement dans **plus d'1 établissement sur 2**, proportion qui tend à augmenter légèrement. Les **services** apparaissent **davantage concernés** en novembre (2 sur 3).



185 réponses

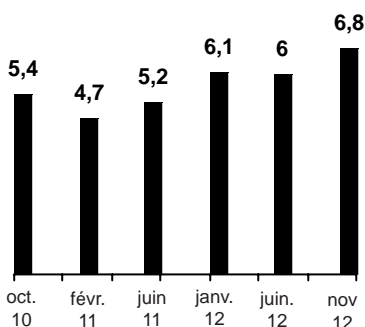
La proportion des entreprises ayant une activité à l'export parmi les répondants est plus faible encore que précédemment, y compris dans l'industrie (2 sur 10).

Les **volumes expédiés hors de nos frontières** sont demeurés généralement **stables** au cours des derniers mois (7 entreprises sur 10 de l'échantillon recueilli). On compte **autant d'établissements pour les gains et les pertes de marchés extérieurs**, tous secteurs confondus ; les pertes sont toutefois plus fréquentes dans l'industrie.

La détérioration de l'activité et les perspectives peu engageantes **n'incitent pas les dirigeants d'entreprise à investir**. En novembre, ils sont **7 sur 10** à faire le choix d'un **report**, proportion plus forte qu'en juin.

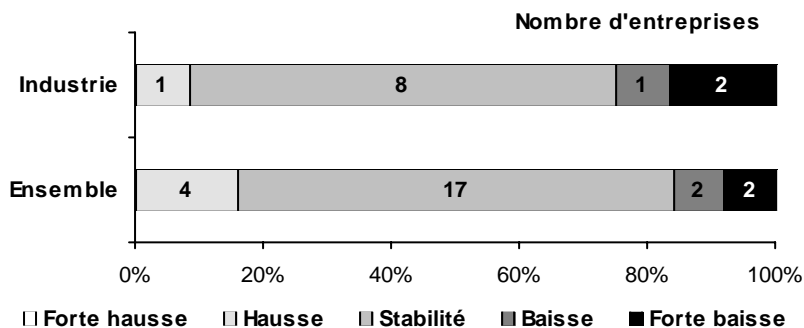
Il s'agit d'un mouvement général, les **divergences entre secteurs** s'étant largement **aplanies**.

Evolution de la part des entreprises ayant décidé d'ajourner leur décision d'investir (en pour 10)



Des exportations stables

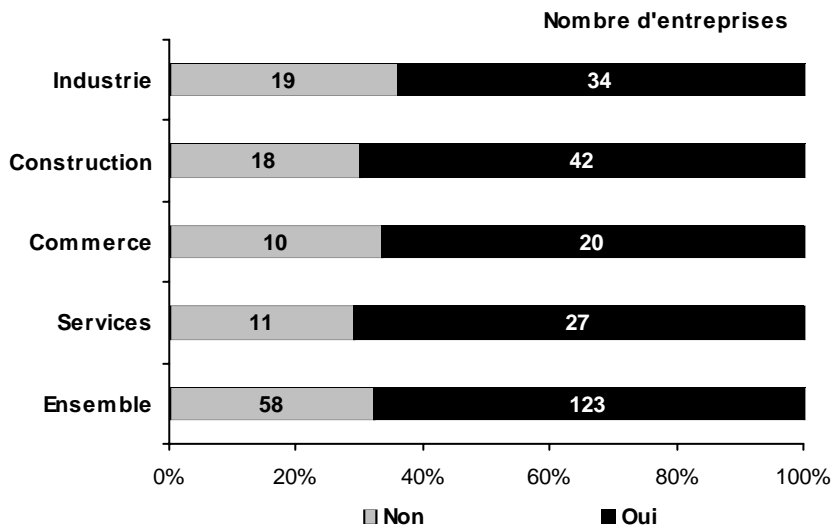
Evolution des exportations au cours des 3 derniers mois



25 entreprises concernées
Compte tenu du faible nombre de réponses dans les autres secteurs d'activité, seuls les résultats de l'industrie sont présentés

L'investissement remis à plus tard

Décision de reporter des investissements¹



181 réponses

1. Précisons que la formulation de la question ne permet pas d'isoler les entreprises n'ayant pas au préalable de projets d'investissement et n'ont donc pas de report à effectuer.

La **stabilité des effectifs permanents** demeure la situation de loin la plus fréquente (**8 entreprises sur 10** en moyenne, davantage encore dans la construction). Cependant, au fil des enquêtes, le **nombre d'établissements poussés à supprimer des postes s'étoffe peu à peu** (près de 2 sur 10 en novembre globalement) ; la construction fait exception.

A contrario, **très peu d'entreprises recrutent**.

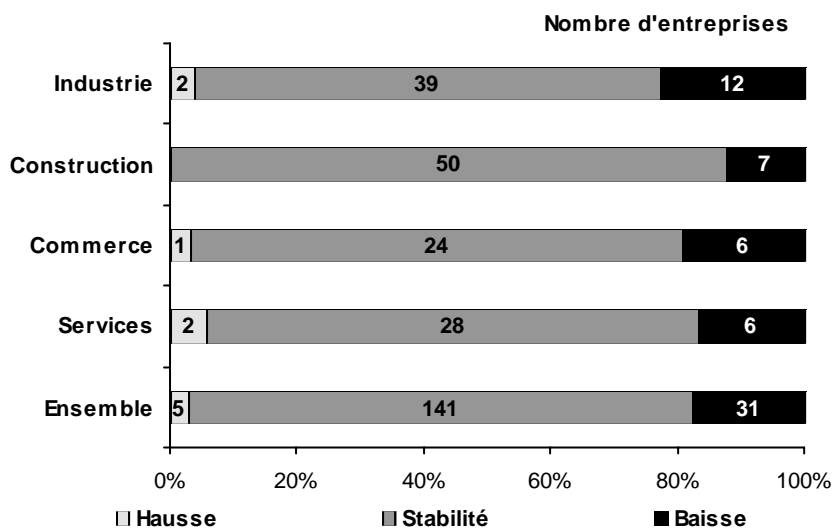
Moins de 4 établissements sur 10 ont eu recours à des salariés non permanents (intérim et CDD) au cours de la période récente, proportion plutôt moins élevée que précédemment. Ce faible nombre de répondants incite à la prudence dans les conclusions qui peuvent être tirées.

Deux établissements concernés sur 3 ont conservé ces postes, cette moyenne masquant des écarts importants entre secteurs. En effet **dans l'industrie, près d'1 sur 2 a diminué son recours**, 1 sur 3 dans le commerce de gros.

Les cas d'augmentation de ces effectifs sont rares.

Les entreprises contraintes à réduire leurs effectifs permanents sont un peu plus nombreuses

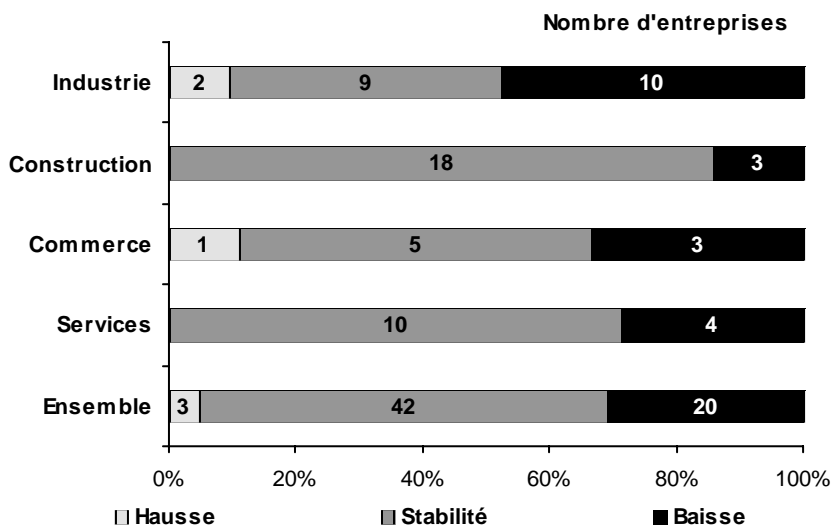
Evolution récente des effectifs permanents



177 réponses

Les postes non permanents ont été plutôt conservés

Evolution récente des effectifs non permanents



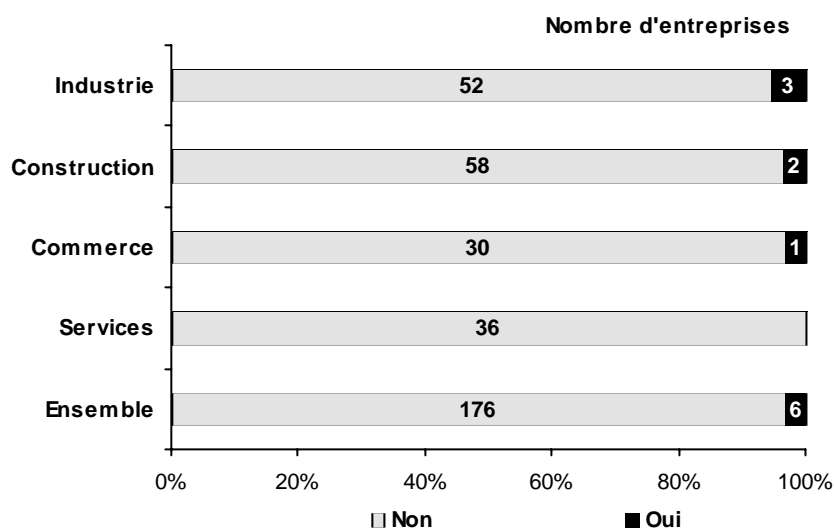
65 entreprises concernées

Toujours très peu de recours au chômage partiel

Parmi les entreprises ayant répondu à l'enquête, **6 ont recouru au chômage partiel, soit moins d'une sur 20**. Ce constat se répète d'enquête en enquête et confirme les données collectées auprès de la Direccte.

La moitié d'entre elles appartiennent au secteur de l'industrie.

Recours au chômage partiel



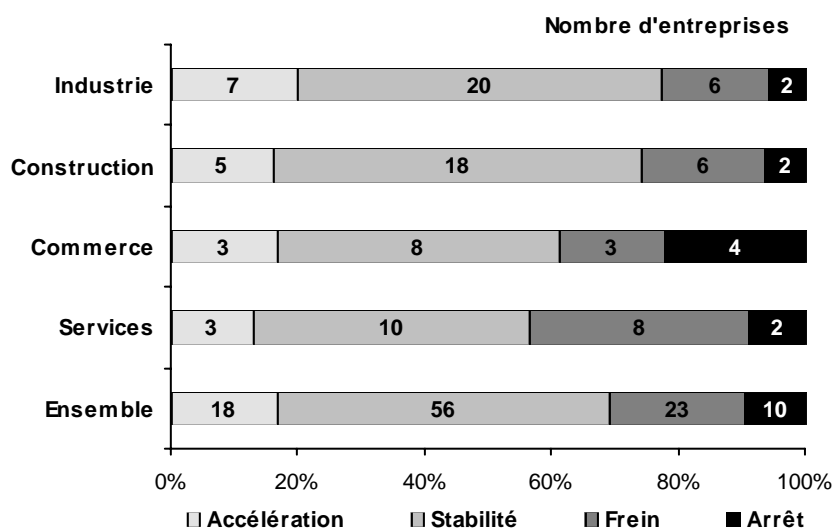
182 réponses

Des attitudes divergentes vis-à-vis de l'innovation

Impact sur les activités de R&D, innovation, développement de nouveaux produits ou services

107 entreprises de l'échantillon recueilli ont une **politique active d'innovation ou de recherche et développement**. Parmi celles-ci, **10 les ont arrêtées et 23 les ont freinées**.

A l'opposé, un nombre non négligeable d'entreprises (18) ont **intensifié leurs efforts** en ce domaine, en particulier dans l'industrie (7) et la construction (5). **Majoritairement, les programmes ont été maintenus** dans les établissements concernés.



107 entreprises concernées

Les prévisions pour les prochains mois

En novembre, près de **2 dirigeants sur 3 se disent inquiets de leur carnet de commandes à 3 mois** ; cette proportion s'est encore accrue par rapport à l'enquête de juin. Comme précédemment, la **situation la plus défavorable** concerne le **commerce de gros**, mais elle s'est dégradée également dans les services et l'industrie.

Dans la **construction**, les avis sont **plus partagés**, avec une très légère majorité de responsables satisfaits des marchés engrangés.

(voir également p. 12)

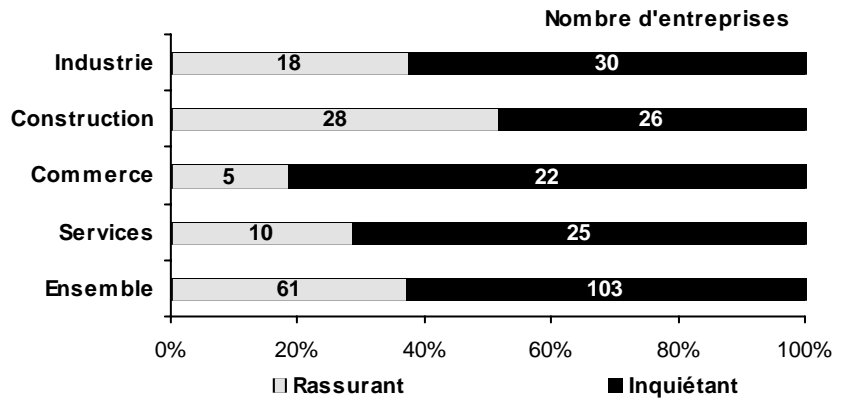
La visibilité sur **l'activité à 6 mois** est devenue quasiment nulle. Il est donc logique qu'une très large majorité de responsables expriment leur **Crainte**. Tous secteurs confondus, ils sont **8 sur 10**, proportion encore en hausse 9 sur 10 dans le commerce).

En accord avec des carnets de commande qui se dégarnissent, les **prévisions d'activité pour les 3 prochains mois** apparaissent **inquiétantes**. Près de **6 dirigeants sur 10 s'attendent à un repli**. Là encore le commerce de gros est davantage atteint (7 sur 10). Les responsables de l'industrie sont un peu plus confiants ; près de 2 sur 10 anticipent une hausse.

Le niveau des commandes en portefeuille inquiète de plus en plus

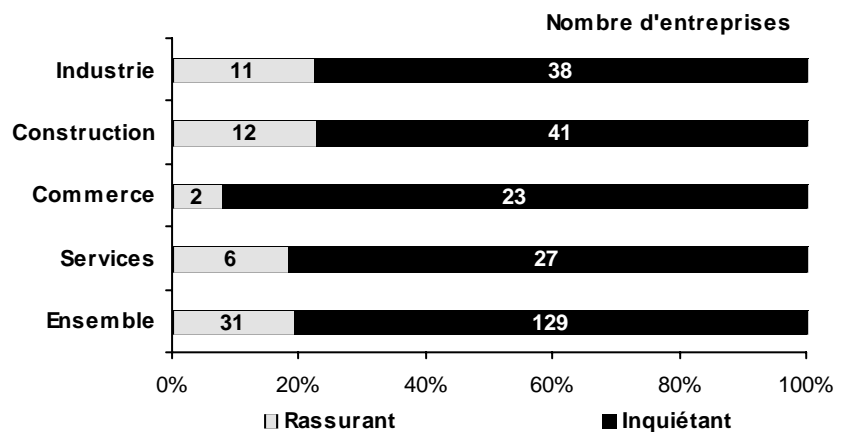
Prévisions du carnet de commande...

...à 3 mois



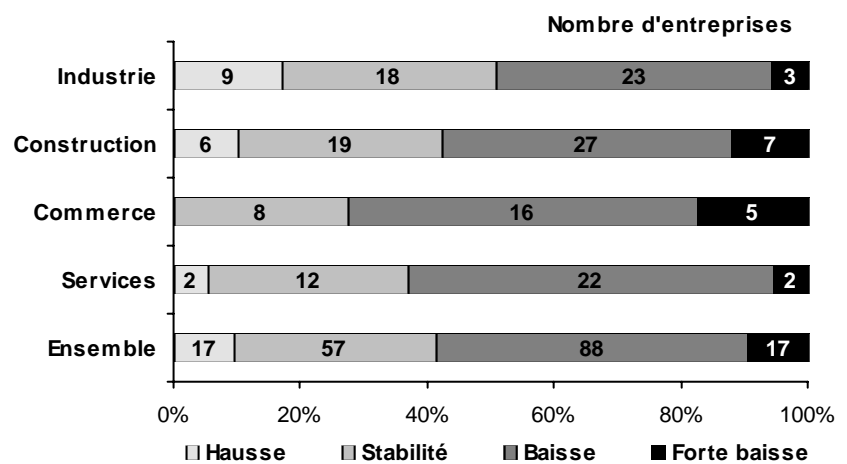
164 réponses

...à 6 mois



160 réponses

Prévisions d'évolution de l'activité



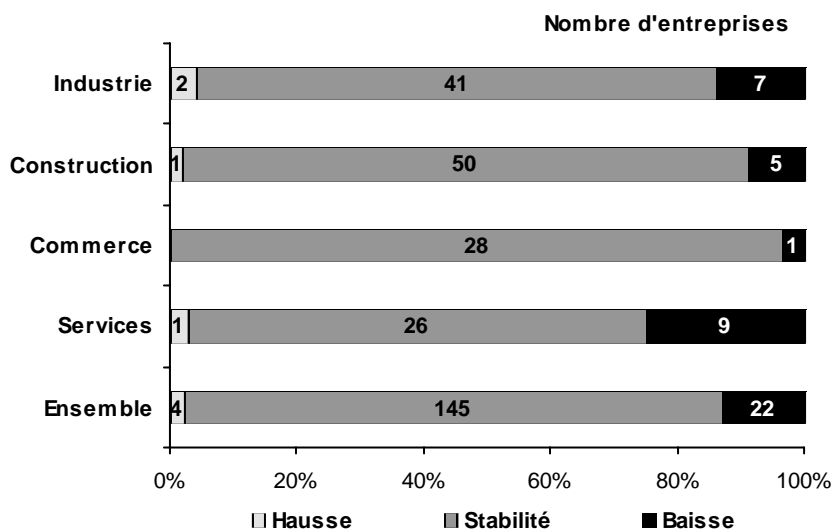
179 réponses

Plus de 8 dirigeants sur 10 prévoient de maintenir leurs effectifs permanents au niveau actuel, proportion quasiment inchangée à chaque enquête.

En moyenne, un peu plus d'1 entreprise sur 10 anticipe une contraction. Dans les services, la fréquence devrait être nettement plus élevée : 1 sur 4.

Des compressions d'effectifs permanents à prévoir dans les services

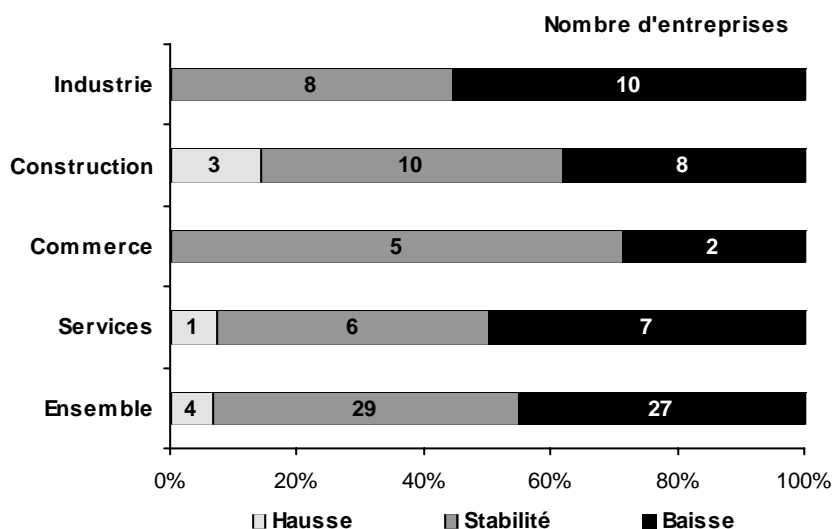
Prévisions des effectifs permanents



171 réponses

Des postes non permanents vont disparaître dans l'industrie et les services

Prévisions des effectifs non permanents



60 entreprises concernées

Parmi les entreprises concernées (un tiers de l'échantillon recueilli), le maintien des postes non permanents devrait être opéré dans la moitié des cas, davantage dans le commerce de gros. Une proportion également assez importante envisage plutôt des suppressions, en particulier dans l'industrie et les services.

Les besoins supplémentaires sont limités. Ils sont un peu plus répandus dans la construction (plus d'1 entreprise sur 10), mais le faible nombre de répondants incite là aussi à la prudence.

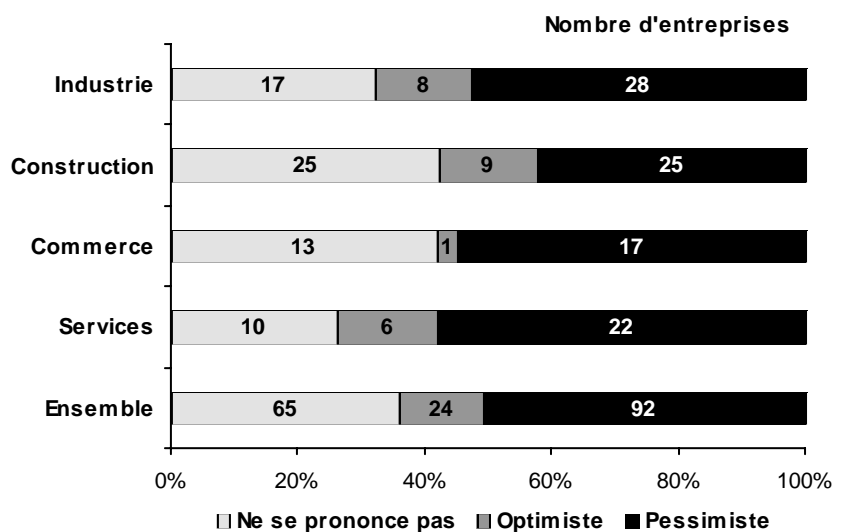
Un pessimisme grandissant

Les **tendances** relevées en juin se sont **accentuées**. Parmi les responsables qui émettent une opinion sur l'évolution générale des affaires, **8 sur 10 avouent leur pessimisme** (7 sur 10 en juin). Dans le **commerce de gros**, cette proportion dépasse même 9 sur 10. Seule exception, les dirigeants des unités de plus grande taille (100 salariés et plus).

Parallèlement, on constate que **les indécis sont de moins en moins nombreux** (2 sur 10).

(voir également p. 12)

Sentiment général des dirigeants

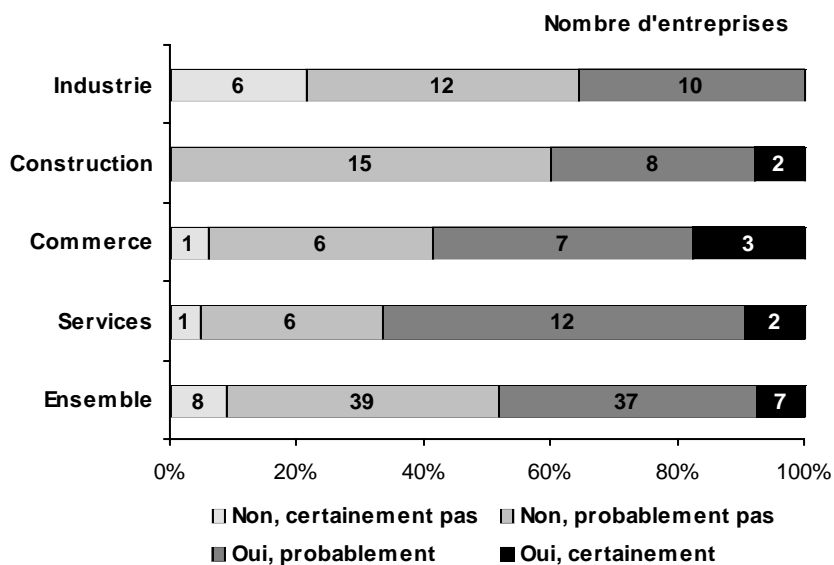


181 réponses

Un peu plus d'une quarantaine de responsables éprouvent des craintes pour la pérennité de leur entreprise (sensiblement autant qu'en juin), notamment dans le commerce et les services.

Pour 7 d'entre eux, les risques seraient particulièrement sérieux.

Menaces sur la pérennité de l'entreprise



91 réponses sur 92 entreprises concernées

Le suivi de l'évolution des **soldes d'opinion** se fait sur les 9 dernières enquêtes.

Le ratio concernant les **carnets de commande à 3 mois** opère un véritable plongeon avec un **résultat extrêmement négatif** .

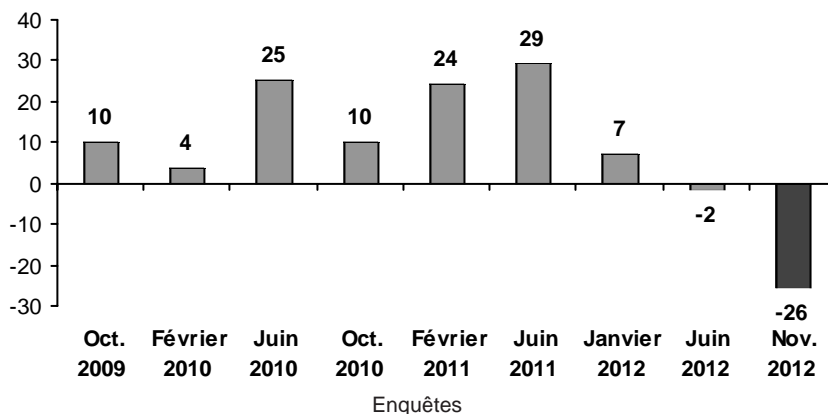
L'inquiétude sur le niveau de l'activité à venir est **plus spécialement marquée dans le commerce de gros et la construction** ; pour cette dernière, le revirement est spectaculaire puisque le solde était positif en juin.

La sinistrose guette, si l'on en juge par le **solde d'opinion** des responsables sur leur sentiment général ; celui-ci n'a encore **jamais été aussi bas**, même au plus fort de l'épisode précédent en 2009.

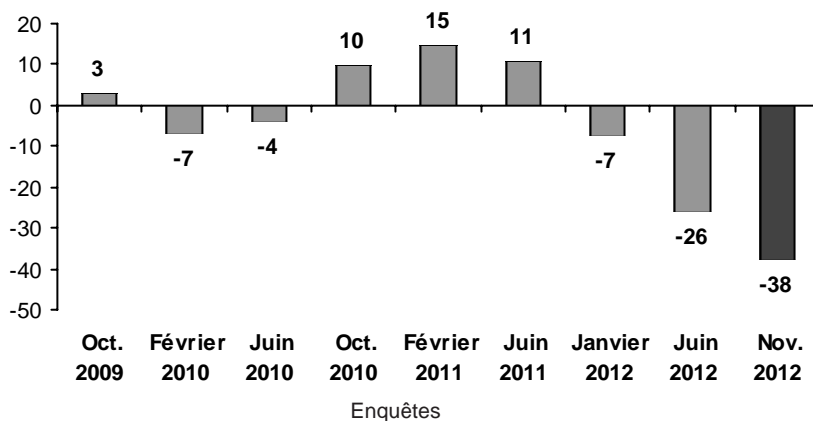
Par rapport à l'enquête précédente, le moral s'est davantage dégradé dans les deux secteurs qui ont exprimé les plus grandes craintes sur les commandes engrangées.

Des soldes d'opinion très négatifs

Prévisions du carnet de commande à 3 mois



Sentiment général des dirigeants



Note méthodologique

Le solde d'opinion est défini comme la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive et celle ayant exprimé une opinion négative. Il peut s'appliquer aux questions qui appellent une réponse à deux ou trois modalités, telles que "optimiste", "ne se prononce pas", "pessimiste" ou "rassurant", "inquiétant". A partir de ces réponses, on calcule le pourcentage de répondants optimistes et de répondants pessimistes. Le solde d'opinion est alors établi comme la différence entre ces deux pourcentages. L'intérêt de cet indicateur réside moins dans le résultat d'une enquête que dans son évolution au fil du temps.

Directeur de la publication : Alain QUILLLOUT - Edition électronique

Dépôt légal à parution - ISSN 1625-4627

Observatoire de l'Economie et des Territoires de Loir-et-Cher - 34 avenue Maunoury - 41000 BLOIS

Tél : 02.54.42.39.72 • Fax : 02.54.42.42.02 - www.pilote41.fr - E-mail : infos@observatoire41.com